



Monsieur Hervé Hasquin  
Ministre de L'Aménagement du  
Territoire, de l'Urbanisme, des  
Communications et des Travaux  
publics

boulevard du Régent, 21-23  
1000 Bruxelles

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.058/II/PN/SM  
MD/DV

Monsieur le Ministre,

En sa séance du 7 novembre 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte portant sur le fait que la Région de Bruxelles-Capitale a publié dans le Vlan du 22 février 1996 un avis relatif à des enquêtes publiques, avis dont les textes français et néerlandais ne sont pas identiques. Le texte néerlandais comprend, en effet, moins d'informations que le texte français.

Conformément à l'article 32, § 1er, de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, les services centralisés et décentralisés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale utilisent, comme langues administratives, le français et le néerlandais. L'article 32, § 1er, 3ème alinéa, de la loi précitée renvoie, en ce qui concerne l'emploi des langues, aux articles 50 et 54, Chapitre V, section I (hormis les dispositions concernant l'emploi de l'allemand) et aux chapitres VII et VIII des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Conformément à l'article 40 des L.L.C., les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doivent rédiger leurs avis et communications au public en français et en néerlandais.

Conformément à la jurisprudence de la C.P.C.L., il est possible de publier la communication, soit dans une seule des deux langues

dans une publication donnée et dans l'autre langue dans une autre publication (dans ce cas, les deux textes doivent être identiques et être publiés simultanément dans des publications ayant la même norme de diffusion), soit dans les deux langues dans un seul et même journal ou hebdomadaire.

Lorsque les communications figurent dans les deux langues dans une seule et même publication - cas visé par la plainte -, les termes "en français et en néerlandais" doivent être interprétés en ce sens que tous les textes doivent figurer simultanément et intégralement sur le document en cause, et ce, sur un pied de stricte égalité (cfr. l'avis 1.235 du 24 juin 1965, 1.825 du 29 février 1968, 22.279 du 9 octobre 1991, 26.175 du 20 avril 1995 et 28.048D du 30 mai 1996 concernant le même avis relatif à des enquêtes publiques publié dans le Vlan du 28 février 1996).

La C.P.C.L. estime, dès lors, que la plainte est recevable et fondée, puisque l'avis en cause ne place pas le français et le néerlandais sur un pied de stricte égalité.

Copie du présent avis est notifiée à Monsieur Johan Vande Lanotte, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS